COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 17 au 25 Aout 2017

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets : articles mentionnant la COI

1.1 Biodiversité 3
- Biodiversité: protéger les îlots du Sud

1.2 Coopération 4
- COOPÉRATION RÉGIONALE : Lutchmeenaraidoo souligne l'urgence de l'aide internationale pour combattre l'insécurité

1.3 Développement Durable 5
- Eco-Schools students learn more about SDGs

1.4 Énergies Renouvelables 12
- Cérémonie de lancement des projets financés en Union des Comores par le programme COI-Energie
- Cérémonie de lancement des projets financés par le programme COI-Energie
- La COI lance aux Comores des projets de production d'energie à partir des sources renouvelables
- Énergies renouvelables : les Comores bénéficient de quatre projets auprès de la Coi
- Développement durable / La COI lance la production d'énergie à partir de sources renouvelables
- Energies renouvelables - 9 projets financés par la Coi et l'Ue
- COI : Neuf projets de production d'énergie lancés
- Programme énergie COI – Soutien aux communautés rurales
- Electrification rurale : la COI neuf projets de production d'énergie
- La Commission de l'océan Indien lance le Programme régional d'efficacité énergétique
- Rajaonarimampianina – Hamada : Les élections étaient au menu
- Programme régional d'efficacité énergétique / La COI s'inspire du modèle mauricien

II. Centres d'intérêts : articles ne mentionnant pas la COI

1.1 Biodiversité 25
- DESTINATION SURPRISE – Aire protégée de Loky Manambato : Un taux d'endémicité de la biodiversité à 84%

1.2 Coopération 27
- Coopération multilatérale/Le Pnud appuie la planification et la coordination de l'action gouvernementale

1.3 Environnement 28
- Environnement – De belles forêts de mangrove menacées
- Environnement : seulement 4 % du territoire est protégé

1.4 Tourisme 32
- Données semestrielles : les recettes touristiques en hausse de 7,8 %

COI et ses Projets

Biodiversité

l'express

22 août 2017

https://www.lexpress.mu/article/314624/biodiversite-proteger-ilots-sud

VOTRE RENDEZ-VOUS ÉCOLOGIQUE

OSMOSe

BIODIVERSITÉ

Protéger les îlots du Sud

Menacés par l'impact de l'homme sur l'environnement, les îlots du Sud-Est seront au coeur d'un projet de sensibilisation autour de leur protection.

Xavier MAUGUERET

LA Mauritian Wildlife Foundation (MWF) a lancé un projet pour sensibiliser à l'unicité et la fragilité de cinq îlots dans la région Sud-Est du pays. Les îlots visés par ce projet de l'organisation non gouvernementale (ONG), qui est soutenue par la Commission de l'océan Indien (COI) à travers son programme Biodiversité financé par l'Union européenne (UE), sont l'île de la Passe, l'île aux Fouquets (Île au Phare), l'Îlot Vacoas, l'île Marianne et l'île aux Aigrettes. Le gouvernement est aussi impliqué dans ce projet par le biais de la collaboration du *National Parks and Conservation Service* (NPCS), du *Forestry Service*, de la *National Coast Guard* et du *National Heritage Fund*.

Ce projet vise à sensibiliser le public mais, avant tout, les membres ayant un intérêt ou des intérêts envers et sur les îles et leurs potentiels. Le programme de travail implique notamment les skippers, pêcheurs, gardes-côtes et les propriétaires du privé. Le but étant de mettre en avant la fragilité de la biodiversité de ces îles, qui hébergent une majeure partie de nos reptiles endémiques, ainsi que la mise en place d'un travail de protection de l'environnement.

«C'est un projet qui est en route depuis des années. Il a commencé depuis les études faites durant les années 90 sur l'état des îles et îlots autour de Maurice et de Rodrigues et nous avons vu qu'il y avait beaucoup d'activités humaines et contemporaines sur les îlots autour de Maurice qui ont un impact sur la faune et la flore», fait part Vikash Tatayah, le directeur de conservation à la MWF. «Ce qui nous a manqué, c'est du financement car sensibiliser toutes ces personnes demande du temps et de l'argent.»

Le projet de sensibilisation tombe sous le *Mauritius Reptile Restoration Programme* qui a débuté en 2006 entre le NPCS et l'ONG anglaise *Durrell Wildlife Conservation Trust* ayant pour but la protection et la sauvegarde des reptiles endémiques des îlots.

«Il s'agit en fait d'un projet complémentaire du *MERP* de la MWF, qui travaille sur ces îlots, afin de capitaliser et de renforcer les acquis du programme», explique Chantal Andrianarivo, experte du programme Biodiversité pour la COI. «Ce projet-ci ne se concentre pas uniquement sur les reptiles mais aussi sur la conservation de la biodiversité des îlots en général. L'intitulé du projet dans «*Sustainable use of Mahébourg Bay Islets for economic and biodiversity*», son objectif est la réduction des menaces sur la biodiversité de ces îlots du sud-est de Maurice, en informant les intéressés qui vont contribuer à la préservation de la biodiversité.»

Le projet vise donc à réduire les menaces directes pour l'environnement de ces îlots. La MWF et la COI citent, entre autres, l'impact causé par les déchets, les feux et le piétinement de certaines zones des habitudes pour les lézards et les oiseaux marins et une niche pour la flore. L'ONG et la COI souhaitent faire un travail sur des gestes simples et pratiques pour préserver la faune et la flore endémique menacée sur ces îlots avec les parties prenantes du projet.



Réunion de sensibilisation à Mahébourg, le 11 août.

INCENDIES

«Nous cherchons à ce que le public comprenne qu'il faut garder ces îles en l'état. Il y a eu des gens qui ont pollué des îles interdites d'accès au public. Il y a même eu des incendies sur certaines îles, ajoute Vikash Tatayah. «Nous comprenons que c'est le gagne-pain de certaines personnes mais il faut les préserver et respecter les limitations.»

La COI et la MWF ont organisé une réunion à Mahébourg le 11 août. Les deux entités initiatrices du projet y ont présenté aux parties prenantes clefs et aux représentants du gouvernement, pour avoir une opinion sur le projet qui va bénéficier de 18 mois de financement de la part de la COI.

«*La signification de MWF pour une subvention de la part de COI-Biodiversité sur financement de l'Union européenne a été faite en avril 2017 et les activités ont commencé en juin*, avance Chantal Andrianarivo. «*Pour le financement, il n'est pas prévu d'extension, par contre la MWF peut effectivement continuer à travailler avec les acteurs concernés pour la préservation écologique de ces îlots. On parle ici de ceux qui sont les pêcheurs, les skippers et les propriétaires de bateaux, les gardes-côtes.*» Ce qu'a prévu de faire la MWF car «la sensibilisation n'arrive pas en un seul jour».

Des ateliers et des visites de terrain, ainsi que des certificats, font partie des activités prévues avec les skippers des bateaux touristiques et les pêcheurs de Blue Bay, Cité la Chaux, Mahébourg, Vieux-Grand-Port, Bambous-Virieux et Trou-d'Eau-Douce. Ainsi au programme pour mettre en place la sensibilisation, des ateliers de discussion avec la NCG et les propriétaires privés de bateaux de Point-d'Esny. Ces causeries auront lieu avec le public et les idées mises en avant lors des ateliers permettront de peaufiner les actions de sensibilisation. L'ONG fait placer, entre autres, des poubelles pour inciter les pique-niqueurs à ramener leurs déchets ou encore des limitations d'espace pour réduire l'impact sur les habitats.



Gecko géant de Madagascar (Pheisuma grandis) une menace pour nos geckos.

LES REPTILES MIS À MAL

Maurice compte plusieurs espèces endémiques de reptiles, à commencer par les geckos, mais aussi une espèce de boa et même des scinques (petit lézard ressemblant à un varan). Malheureusement, entre l'impact humain (pollution, destruction des habitats...) et les espèces invasives, leur population est menacée. Pour certaines espèces, leur population se restreint de plus en plus uniquement aux îlots autour de Maurice. Certaines espèces comme le Lowland forest day gecko ou le lézard vert à Maurice (Pheisuma guimbeaui) se trouvent sur la liste rouge des espèces menacées de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Elle n'est pas la seule espèce à Maurice qui se trouve sur cette liste. Ces espèces uniques au monde sont mises en danger par l'insularité, ce qui les rend très vulnérables. Les espèces invasives, comme le gecko géant de Madagascar (Pheisuma grandis, ci-contre), les rats et les corbeaux, ont mis à mal ces espèces à Maurice. Le gouvernement et la MWF au cours de dix dernières années ont mis les bouchées doubles pour la conservation des reptiles et à la préservation des îlots dans leur état. Mais sans l'implication des citoyens, limiter l'apparition de la pollution et des espèces invasives sur les îlots est difficile.

COI et ses Projets

Coopération

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

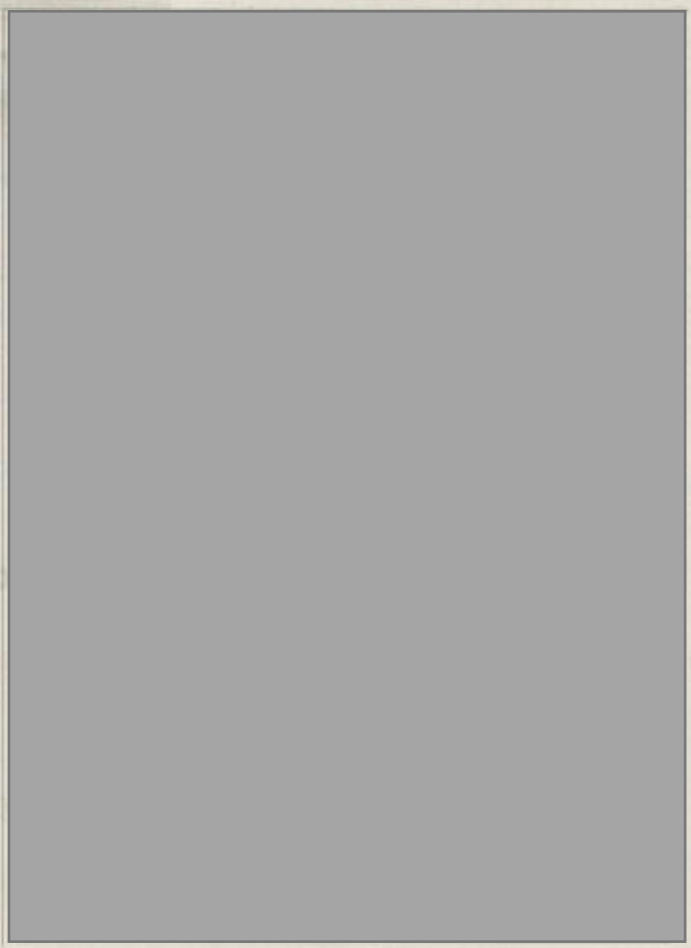
18 août 2017

http://www.lemauricien.com/article/cooperation-regionale-lutchmeenaraidoo-souligne-l-urgence-l-aide-internationale-combattre-l-

COOPÉRATION RÉGIONALE

Lutchmeenaraidoo souligne l'urgence de l'aide internationale pour combattre l'insécurité

La Commission de l'océan Indien (COI) organise conjointement avec l'Onu un atelier de travail consacré à la paix et à la sécurité dans la région de l'Indianocéanie. C'est le ministre des Affaires étrangères, Vishnu Lutchmeenaraidoo, qui a procédé la semaine dernière à cette ouverture en sa qualité de président de la COI. Il a, à cette occasion, exposé l'ampleur des problématiques de sécurité et appelle à la communauté internationale afin de soutenir les efforts consentis par les pays de la région et les organisations régionales pour maîtriser les risques d'instabilité.



Vishnu Lutchmeenaraidoo a fait de la question de la sûreté maritime un des axes prioritaires de sa présidence. « *La région est très vulnérable à de nombreuses menaces, comme le trafic de drogue, la pêche illégale et le pillage des ressources marines, la piraterie, le trafic humain, la contrebande et le terrorisme* », a-t-il dit. Il se réjouit de l'intérêt que porte l'Onu à la région et a profité de l'occasion pour souligner que des ressources mauriennes et autres devront être déployées « *dans les plus brefs délais* » compte tenu de l'urgence de la situation. Le ministre estime qu'il faudra un engagement « *encore plus ferme* » pour mettre à la disposition de la région davantage de moyens pour contrer efficacement les divers dangers qui guettent l'Indianocéanie.

« *Les pays membres de la COI possèdent ensemble 4 millions de kilomètres carrés d'océan. Nous n'avons pas les moyens de contrôler un espace aussi immense. Il nous faut le soutien de l'Onu et d'autres institutions internationales pour que nous puissions assurer la sécurité de la région* », affirme le ministre. Ce dernier a également fait part de ses inquiétudes face à l'ampleur du commerce de stupéfiants par voie maritime dans la zone. La région, dit-il, « *est devenue une plaque tournante dans le circuit international de la drogue* ».

Évoquant les différentes initiatives de la COI pour mieux surveiller nos eaux et maîtriser la crise organisé, il a rappelé la mise en opération du centre régional de fusion de l'information maritime, basé à Madagascar. Un centre régional de coordination sera en outre bientôt opérationnel aux Seychelles.

La COI prendra la présidence du groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes, ce qui lui permettra de mieux asseoir son action. L'organisation régionale mise beaucoup sur l'échange de renseignements entre les services nationaux compétents pour maîtriser les risques sécuritaires dans la région.

Le ministre Lutchmeenaraidoo préconise par ailleurs le recours à l'aide de l'United Nations Office on Drugs and Crime, une structure onusienne spécialisée dans le combat contre le crime organisé à l'échelle internationale. Il annonce la tenue d'une « *très importante réunion* » des ministres de l'Intérieur des pays membres de la COI en novembre prochain pour débattre des questions sécuritaires et y trouver des solutions durables. Les observations et recommandations du présent atelier COI-Onu serviront de base de travail pour les ministres de l'Intérieur.

Le secrétaire général de la COI, Hamada Madi, a par ailleurs évoqué les nouvelles données géopolitiques au sein de l'Indianocéanie et les foyers d'instabilité qu'il importe de maîtriser. Samba Sane, directeur adjoint de la division Afrique de l'Onu, a pour sa part fait état de l'appui de l'Onu pour permettre aux pays de la région de mieux cerner les menaces et leurs causes profondes, de même que les moyens de prévention.

Seychelles NATION

24 août 2017

http://www.nation.sc/article.html?id=255382

Eco-Schools students learn more about SDGs



The sustainable development goals linked with the Seychelles' Eco-Schools programme is the focus of a three-day training workshop organised by the Ministry of Education and Human Resource Development (MEHRD) in collaboration with the Indian Ocean Commission based in Mauritius.This first in-depth workshop is being attended by Eco-Schools students and teachers from five schools -- Glacis, Anse Etoile and Anse Royale primary and Beau Vallon and Plaisance secondary.

The training workshop being held at the Seychelles Institute for Teacher Education (Site) was launched yesterday morning by the principal secretary for education, Dr Odile Decomarmond. The five schools were chosen to follow the training for being top in eco-sustainable projects. There are thirty-five registered eco-schools in Seychelles.

The aim of the workshop is to provide the students and especially the teachers an in-depth knowledge of the United Nation's 17 sustainable development goals (SDGs) and of its implementation for 2030, so that they could include the SDGs programme better in their eco-schools curricula.It will also serve as a platform to generate ideas, solutions or proposals to help in tackling the SDGs challenges and to put forward SDGs projects that could be funded by international partners if viable.

The participants are being guided through all the 17 SDGs through a mix of activities consisting of video presentations, group work, discussions and evaluations.The workshop is being facilitated by Shane Emile, environmental education coordinator, MEHRD, and is being funded by the European Union through the Indian Ocean Commission.

The 17 SDGs for 2030 are: end poverty, end hunger, ensure healthy lives, quality education, gender equality, sustainable management of water and sanitation, affordable modern energy, sustainable economic growth, resilient infrastructure and sustainable industrialisation and faster

innovation, reduce inequality, safe human settlement, sustainable consumption and production, combat climate change, sustainable use of oceans, seas and marine resources, sustainable use of terrestrial ecosystems, promote peaceful and inclusive societies and access to justice for all and to implement and to revitalise the global partnership for sustainable development.



Present at the launch of the workshop were the principal secretary for environment Alain Decomarmond, the Indian Ocean Commission's Island project representative Verginie Torrens, the eco-schools students and their teachers.

IOC representative Torrens is in charge of Education for Sustainable Development in the Indian Ocean region and has designed a sustainable guide book to help teachers with their SDGs work.

Education PS Dr Decomarmond commended the participants for their presence from their school holidays and said it demonstrated their commitment to ensuring the moving ahead with the sustainable development goals programme so as to improve the environment and the educational system and to ensure sustainability in all that we do.

"A lot of people talk about the progress that Seychelles has made; yes we have come a long way and we need to acknowledge that but we also need to take stock. Where are we? What are the things that we have done right? How do we ensure we maintain the things that we have done right? Are we regressing in some of those elements? Please let us take stock and let us not allow ourselves to regress further," she said, noting that we have to find ways and means to address the SDGs issues to ensure that we can move forward with pride.

With Seychelles fully committed to the SDGs programme, PS Decomarmond acknowledged that the Ministry of Education is also onboard in all its endeavours with creation of all the very active Eco-Schools and is now reviewing its curricula and is integrating the SDGs in the curricula right from early childhood so that everybody can be sensitised on the SDGs.

She thanked the Indian Ocean Commission for its presence and thanked the European Union for funding the workshop.

The training workshop will end tomorrow.

COI et ses Projets

Energies Renouvelables

17 août 2017

HABARI ZA KOMORI
أخبار من جزر القمر | Nouvelles des Comores
Site d'information des Comores. Toute l'actualité des Iles Comores et de la diaspora comorienne en continu

http://www.habarizacomores.com/2017/08/ceremonie-de-lancement-des-projets.html

17 Août 2017

Cérémonie de lancement des projets financés en Union des Comores par le programme COI-Energie

Hakim AHAMED ZOUBEIRI 20:16:00

Deux jours, soit 48h après les assises nationales de l'énergie, aujourd'hui le vice-Président en charge du ministère de l'économie DJaffar AHMED SAID a de nouveau rassemblé la moitié de la population comorienne à l'hôtel Ritaj pour parler des énergies renouvelables.



En effet, le programme COI-ÉNERGIES soutient à travers un financement du Fonds Européen pour le Développement 17 projets dans l'ensemble de l'Indianoceanie dont quatre touchent l'Union des Comores . Il s'agit je cite d'un projet visant la création d'une filière de production de cuiseurs économes en bois énergie; d'un projet de mise en place de 50 unités de distillation, plus précisément e Anjouan et Moheli; un projet dont l'objectif est d'améliorer les conditions de vie de 6700 ménages de la region de Domoni à Anjouan en mettant en valeur la production d'énergie à partir de sources renouvelables et cela à travers les déchets domestiques et enfin le dernier consiste à mettre en place une microcentrale électrogène à partir du biogaz avec les déchets organiques domestiques.

Ces dits projets s'entendent contribuer dans le développement économique du pays surtout sur la vision du chef de l'État à vouloir faire des Comores un pays émergent d'ici 2030.

Cette cérémonie de lancement de projets a vu la participation de nombreuses autorités politiques, du corps diplomate et des experts nationaux et internationaux. ©V.P en charge de l'Energie

Comores-infos
Toute l'actualité comorienne

17 août 2017

http://www.comores-infos.net/ceremonie-de-lancement-des-projets-finances-par-le-programme-coi-energie/

Cérémonie de lancement des projets financés par le programme COI-Énergie

17 août 2017 La Rédaction À la une, Économie 0



Deux jours, soit 48h après les assises nationales de l'énergie, aujourd'hui le vice-Président en charge du ministère de l'économie DJaffar AHMED SAID a de nouveau rassemblé la moitié de la population comorienne à l'hôtel Ritaj pour parler des énergies renouvelables.

En effet, le programme COI-ÉNERGIES soutient à travers un financement du Fonds Européen pour le Développement 17 projets dans l'ensemble de l'Indianoceanie dont quatre touchent l'Union des Comores . Il s'agit je cite d'un projet visant la création d'une filière de production de cuiseurs économes en bois énergie; d'un projet de mise en place de 50 unités de distillation, plus précisément e Anjouan et Moheli; un projet dont l'objectif est d'améliorer les conditions de vie de 6700 ménages de la region de Domoni à Anjouan en mettant en valeur la production d'énergie à partir de sources renouvelables et cela à travers les déchets domestiques et enfin le dernier consiste à mettre en place une microcentrale électrogène à partir du biogaz avec les déchets organiques domestiques.

Ces dits projets s'entendent contribuer dans le développement économique du pays surtout sur la vision du chef de l'État à vouloir faire des Comores un pays émergent d'ici 2030.

Comores-infos
Toute l'actualité comorienne

17 août 2017

http://www.comores-infos.net/la-coi-lance-aux-comores-des-projets-de-production-denergie-a-partir-de-sources-renouvelables/

La COI lance aux Comores des projets de production d'énergie à partir de sources renouvelables

17 août 2017 La Rédaction À la une, Économie 0



Quatre projets concernant une meilleure efficacité de l'usage du bois-énergie, ainsi qu'une valorisation du biogaz en électricité sont présentés et lancés en Union des Comores ce jeudi 17 août 2017. Ces projets ont obtenu une subvention de la Commission de l'océan Indien (COI) à travers son programme ENERGIES financé par l'Union européenne (UE).



Ces quatre initiatives font partie des 17 projets mis en œuvre en Indianocéanie obtenant un financement COI-UE à travers le programme ENERGIES. Ils s'inscrivent dans la dynamique régionale de promotion des énergies renouvelables et d'efficacité énergétique portée par la COI.

Ces projets œuvrent tous pour le renforcement durable de la filière énergétique comorienne, en aidant à maîtriser ses coûts, à réduire son empreinte écologique et son impact sur la santé des populations.

Le premier projet, porté par l'association de solidarité internationale Initiative Développement, vise la création d'une filière de production de cuiseurs économes en bois-énergie. La production et la distribution de ces cuiseurs permettra, d'une part, de réduire la pression sur l'écosystème pour la production de bois de chauffe et, d'autre part, de réduire les émissions de gaz, réduction en faveur de la santé des populations.

Initiative Développement porte également un second projet qui cible plus particulièrement les îles d'Anjouan et de Mohéli, où des unités de distillation – à foyer économe – d'huile essentielle d'ylang-ylang seront construites et distribuées, permettant ainsi d'économiser la ressource en bois en ayant un impact significatif sur l'équilibre écologique de ces îles.

Le troisième projet mis en œuvre en Union des Comores a pour objectif de contribuer à améliorer les conditions de vie de 6 700 ménages anjouanais de la région de Domoni en valorisant la production d'énergie à partir de sources renouvelables, dans le cadre d'une gestion intégrée et responsable des déchets domestiques. Ce projet est porté par le Fonds d'appui au développement communautaire, avec l'appui de l'Association Deux Mains.

Le quatrième projet, porté par le Bureau géologique des Comores, concerne la réalisation d'une microcentrale électrogène fonctionnant grâce au biogaz produit par la fermentation des déchets organiques domestiques. Cette microcentrale contribuera notamment à l'électrification des populations et au traitement des déchets ménagers.

La cérémonie de lancement a été l'occasion pour les porteurs de projets de présenter leurs initiatives, en présence d'Hamada Madi, Secrétaire général de la COI, de Djaffar Ahmed Said Hassani, Vice-Président comorien chargé de l'Economie, de l'Energie, de l'Industrie, de l'Artisanat, du Tourisme, des Investissements, du Secteur privé et des Affaires foncières et d'un représentant de la Délégation de l'Union européenne.

COI

COI et ses Projets

Energies Renouvelables

18 août 2017

http://fr.africatime.com/comores/articles/energies-renouvelables-les-comores-beneficient-de-quatre-projets-aupres-de-la-coi

Énergies renouvelables : les Comores bénéficient de quatre projets auprès de la Coi

(Al-Watwan 18/08/17)



Faisant partie des dix-sept autres projets de la Commission de l'Océan indien sur les énergies renouvelables, les projets que vont bénéficier les Comores n'ont qu'un seul objectif : garantir une stabilité énergétique en préservant l'environnement.

Le vice-président chargé de l'Energie, Djaffar Ahmed Saïd, a procédé hier, jeudi 16 août à l'hôtel Retaj en fin d'après-midi, au lancement officiel des projets financés en Union des Comores dans le cadre du programme de la Coi appelé «énergies renouvelables». Effectué en présence du secrétaire général de la Coi, Hamada Mmadi Bolero, le lancement de ces projets financés à hauteur de 2 millions d'euros, soit 984 million de francs comoriens, marque le début d'une étape pour le développement des énergies renouvelables dans le pays. Ces quatre projets lancés hier après-midi entrent dans la politique de lutte contre le réchauffement climatique.

Il s'agit d'un projet de création d'une filière de production de cuiseurs économes en bois énergies, à mettre en place cinquante unités de distillation à Mwali et à Ndzuani. Et les deux autres sont axés sur l'amélioration des conditions de vie de 6700 ménages en mettant en valeur la production d'énergie à partir de sources renouvelables la mise en place d'une microcentrale électrogène à partir du biogaz avec des déchets organiques.

Selon le représentant du Bureau de l'Union Européenne aux Comores, Thierry Rivol, le lancement de ces quatre projets arrive à point nommé, dans la mesure où le pays venait juste d'organiser ses premières assises sur l'énergie. Dans son intervention, le représentant de l'Ue affirmera la disponibilité de son institution à soutenir les stratégies nationales que cela soit dans l'énergie ou d'autres domaines.

«Ces nouveaux projets sont à ses yeux un moyen qui permettra à l'Union des Comores de lutter contre la précarité énergétique, devenue une priorité pour le gouvernement. «Ils vont favoriser l'utilisation des énergies bleues

ainsi que d'autres sources d'énergies nos polluantes. L'Union Européenne, a toujours développé une stratégie régionale pour une efficacité dans la région indianocéanique. C'est pour cela qu'elle s'est engagée sur ces projets" devait-il rappeler.

Énergie moins polluante

Prenant la parole pour prononcer les mots de son institution, Hamada Mmadi Bolero a tout d'abord repris de manière laconique les paroles prononcées récemment par le ministre des Affaires étrangères Souef Mohamed El Amine selon lesquelles «la coopération c'est d'abord le partenariat» pour justifier l'appui incontournable de l'Union Européenne en faveur du développement durable dans la région de l'indianocéanie.

Selon l'ancien premier ministre comorien, ces quatre projets dédiés aux Comores parmi les dix-sept autres destinés aux autres îles ont pour objectif de doter la région d'une dynamique sur la préservation des énergies renouvelables. Une démarche saluée par le vice-président chargé de l'économie. "À travers ces projets vous convenez avec moi que la Coi ne se contente pas de nous aider dans la fourniture de l'électricité énergétique. Elle nous accompagne à être au rendez-vous avec l'énergie moins polluante.

Je note que grâce à ces initiatives nous pourrons réduire les disparités et les inégalités d'accès aux sources énergétiques" a-t-il lancé. Il en a appelé les partenaires internationaux qui aident le pays à alléger leurs procédures car la plupart du temps les habitants mettent des années avant de bénéficier des projets qui leur sont pourtant destinés.

Al-watwan
Le premier journal des Comores
http://alwatwan.net/economie/energies-renouvelables-les-comores-bénéficient-de-quatre-projets-auprès-de-la-coi.html

COI et ses Projets

Energies Renouvelables

21 août 2017

http://www.lagazettedescomores.com/index.php?id=1709

La Gazette des Comores

Développement durable / La COI lance la production d'énergie à partir de sources renouvelables

21/08/2017 admin



A la sortie des assises sur l'énergie, s'est tenu le 17 août 2017 à l'Hôtel Retaj un atelier de lancement de quatre projets concernant une meilleure efficacité de l'usage du bois-énergie, ainsi qu'une valorisation du biogaz en électricité. Ces projets ont obtenu une subvention de la Commission de l'océan Indien (COI) à travers son programme ENERGIES financé par l'Union européenne (UE).

Ces quatre initiatives font partie des 17 projets mis en œuvre en Indianocéanie obtenant un financement COI-UE à travers le programme ENERGIES. Ils s'inscrivent dans la dynamique régionale de promotion des énergies renouvelables et d'efficacité énergétique portée par la COI. Ces projets œuvrent dans leur ensemble pour le renforcement durable de la filière énergétique comorienne, en aidant à maîtriser ses coûts, à réduire son empreinte écologique et son impact sur la santé des populations.

Le premier projet, porté par l'association de solidarité internationale Initiative Développement, vise la création d'une filière de production de cuiseurs économes en bois-énergie. La production et la distribution de ces cuiseurs permettra, d'une part, de réduire la pression sur l'écosystème pour la production de bois de chauffe et, d'autre part, de réduire les émissions de gaz, réduction en faveur de la santé des populations.

Le troisième projet qui sera mis en œuvre a pour objectif de contribuer à améliorer les conditions de vie de 6 700 ménages anjouanais de la région de Domoni en valorisant la production d'énergie à partir de sources renouvelables, dans le cadre d'une gestion intégrée et responsable des déchets domestiques. Ce projet sera appuyé par l'Association Deux Mains.

Le quatrième projet, porté par le Bureau géologique des Comores, concerne la réalisation d'une microcentrale électrogène fonctionnant grâce au biogaz produit par la fermentation des déchets organiques domestiques. Cette microcentrale contribuera notamment à l'électrification des populations et au traitement des déchets ménagers.

La cérémonie de lancement a été l'occasion pour les porteurs de projets de présenter leurs initiatives, en présence d'Hamada Madi, Secrétaire général de la COI, de Djaffar Ahmed Said Hassani et Moustadroine Abdou, respectivement Vice-présidents chargé de l'Energie et de l'Environnement, et d'un représentant de la Délégation de l'Union européenne.

Rappelons que le programme COI-ENERGIES est mis en œuvre par la COI sur financement de l'Union européenne à hauteur de 15 millions d'euros. Son objectif principal est de contribuer au développement durable des Etats membres de la COI.

Il s'agit d'améliorant leur accès à des sources modernes, efficaces, fiables, diversifiées et renouvelables d'énergie saine et à des prix compétitifs. Les institutions nationales des Etats membres de la COI et les partenaires techniques et financiers, ainsi que la société civile et le secteur privé font partie des acteurs de ce programme.

Mmagaza

Quotidien national d'information et d'analyse
La Vérité
"Toute vérité est bonne à dire"

22 août 2017

http://www.laverite.mg/economie/item/4364-energies-renouvelables-9-projets-financés-par-la-coi-et-l-ue.html

Energies renouvelables - 9 projets financés par la Coi et l'Ue



« La Commission de l'océan Indien (Coi) est loin d'être un simple forum d'échanges et de discussions mais qu'elle est aussi, et peut-être surtout, une organisation qui crée, qui bâtit et qui jette les bases du futur de notre région ». C'est par ces mots que Hamada Madi, secrétaire général de la Coi a entamé son discours à l'occasion du lancement des projets financés à Madagascar, dans le cadre de l'appel à propositions du programme « Ioc-Energies », à l'hôtel Colbert, hier. Une manière pour reconnaître la pertinence de l'initiative de la Coi à travers son projet Energies, qui a choisi 9 projets ayant en partage la production d'électricité à partir de ressources renouvelables.

Il s'agit ainsi de 9 projets de production d'électricité à partir de ressources renouvelables et d'efficacité énergétique, sélectionnés sur les 17 retenus par le programme Energie, dans la région indianocéanique. Des projets financés par l'Union européenne (Ue) qui, selon le Sg de la Coi, sont d'une importance majeure pour Madagascar, dans la mesure où ils contribueront au développement social et économique du pays, en augmentant le taux de 15 % de la population qui ont accès à l'électricité.

Ces 9 projets utilisant l'énergie solaire, l'hydraulique, la biomasse avec l'utilisation du jatropha, ou le biogaz en alternance au bois, ont en partage de permettre à des zones rurales hors réseau, d'accéder à l'électricité et, de ce fait, de constituer des outils indispensables pour le développement. En effet, l'électrification de Madagascar est une priorité absolue, car avec ces outils, c'est tout un écosystème dont la population et les services de base, à savoir les écoles, les centres de santé, les mairies, et les agriculteurs et les entreprises, qui seront gagnants, et il y aura en aval le développement d'activités génératrices de revenus. Des projets en phase avec la conjoncture actuelle, car ils s'inscrivent dans l'esprit de la Conférence de Paris sur les changements climatiques (Cop21).

À titre d'exemple, le Sg de la Coi a cité le projet d'énergie solaire photovoltaïque dans le village d'Ambakivao, Région du Menabe, initié par le

projet Energies de la Coi, lequel a envoyé en Inde quatre villageoises pour suivre une formation de technicien solaire. À leur retour au pays, ces quatre femmes auront pour mission d'équiper en électricité photovoltaïque les 50 premiers ménages de ce village avec un objectif final de 200 ménages, mais également une maison communautaire, un atelier de maintenance et de réparations. Il a par ailleurs rappelé que la Coi et l'Ue cofinancent 17 projets de production d'énergies issues de ressources renouvelables pour un montant global de 4,6 millions d'euros dont bénéficient d'autres pays, à savoir l'île Maurice et les Comores.

Rivo S.

COI et ses Projets

Energies Renouvelables

23 août 2017

http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2017/08/23/coi-neuf-projets-de-production-denergie-lances/

COI : Neuf projets de production d'énergie lancés

Redaction Midi Madagasikara 23 août 2017 0 Comment



Lors du lancement de ces neuf projets de production d'électricité.

Suite à un appel à proposition lancé par la Commission de l'Océan Indien à travers le programme Energies financé par l'Union européenne, neuf projets sur les dix-sept projets mis en œuvre en Indianocéanie ont obtenu un financement. Il s'agit notamment des projets d'énergie à partir de l'exploitation des ressources renouvelables, comme l'énergie solaire, l'hydraulique, la biomasse et le jatropha, et ce, au profit des communautés dans le milieu rural afin de contribuer au développement économique et social local. Ces projets ont été présentés à l'hôtel Colbert hier. Force est de reconnaitre que le taux de l'électrification rurale reste encore très faible à Madagascar. L'objectif de la mise en œuvre de ces nouveaux projets vise ainsi à développer les capacités locales de production d'énergie propre, faciliter l'accès des populations à ces sources d'énergie et à promouvoir le développement d'activités génératrices de revenus. Cela permettra également de développer des équipements tels que les établissements scolaires, les centres de santé tout en soutenant l'agriculture et les entrepreneurs ruraux. Parmi ces neuf projets, on peut citer, entre autres, la production d'électricité par le biais de l'utilisation de l'huile de jatropha pour faire fonctionner les groupes.

23 août 2017

http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/programme-energie-coi-soutien-aux-communautes-rurales/

Programme énergie COI – Soutien aux communautés rurales



Neuf projets sont financés par la Commission de l'océan indien et l'Union européenne. Tous exploitent les ressources renouvelables.

Hardiesse. La précarité énergétique faisant état de 4,7% de taux d'accès à de la population rurale à l'électricité a conduit des porteurs de projets à contribuer à l'amélioration de la situation. Les objectifs et plans d'action respectifs des neuf porteurs de projets présentés, hier à l'hôtel Colbert, justifient cette détermination. Les neuf projets sur les dix-sept retenus sont financés à hauteur de 4, 6 millions d'euros par la Commission de l'océan indien (COI) en partenariat avec l'Union européenne (UE). « Ceci prouve que la COI est dynamique dans l'impulsion de la bataille pour la lumière des communautés vulnérables de ses pays membres », souligne Hamada Madi Boléro, Secrétaire général de la COI, à la cérémonie de lancement des projets financés dans le cadre de l'appel à proposition du Programme COI –Énergie à Madagascar.

Un dynamisme confirmé par le ministère de l'Eau, de l'énergie et des hydrocarbures en mettant en exergue que le lancement de ces projets fait partie de la mise en œuvre de la nouvelle politique de l'Energie (NPE) adoptée en 2015. « La NPE est axée sur trois secteurs pour répondre aux défis d'électrification des communautés rurales, périurbaines et urbaines, à savoir l'exploitation de la biomasse, l'électricité et les hydrocarbures », explique le représentant du ministre de l'Eau, de l'énergie et des hydrocarbures.

Les neuf projets des associations, pouvoirs publics et opérateurs privés des régions Alaotra Mangoro, Menabe, Diana, Itasy, Atsimo Andrefana et Analamanga, développent l'exploitation des énergies renouvelables.

Potentiels

Cirad et ses partenaires ont effectué des recherches sur la transformation du Jatropha en huile et tourteaux pour produire de l'électricité et servir de combustibles aux ménages de Tsihombe et d'Ambovombe dans l'Androy. FemSolar de WWF appuie des femmes entrepreneurs pour la maintenance des photovoltaïques et l'exploitation de l'énergie solaire à Ambakivao dans

le Menabe. ADER lancera des unités de production d'électricité à Beforona Ampasimbe jusqu'à Antsampanana. Une ONG dans le Diana, Etc aetera a choisi d'appuyer des ménages dans les alternatives de bois de chauffe. Patmad a déjà lancé une centrale hydraulique à Sarobarotra Itasy. JiroMeva opère à Moramanga dans l'Alaotra Mangoro. Jirove fait louer des lampes solaires et Baobab+ de Microcred accorde des facilités de paiement pour l'octroi de kits énergétiques.

Le représentant de l'Union européenne a souligné, par ailleurs, les enjeux de la transition énergétique dans le programme Énergies renouvelables et mise en œuvre de l'efficacité énergétique de l'Union européenne. Lutte contre le changement climatique et surtout contre la pauvreté.

Mirana Ihariliva

Électrification rurale : la COI finance neuf projets de production d'énergie

Par Les Nouvelles sur 23/08/2017

La Commission de l'océan Indien(COI), à travers son programme «*Energies*» financé par l'Union européenne (UE), vient de subventionner neuf projets relatifs à la production d'énergie à partir des sources renouvelables. Le lancement et la présentation de ces projets ont été effectués, hier, à Antaninarenina.

«*Le taux d'électrification à Madagascar dans le monde rural est encore assez faible. Il est actuellement de 6%. Ces neuf projets contribueront à atteindre les objectifs de la nouvelle politique énergétique et des Objectifs de développement durable (ODD), comme le fait d'avoir un taux d'électrification à 70% en 2030*», a expliqué le directeur de l'énergie, Marc Rakotofiringa.

Les projets retenus ont un objectif commun qui est de «*Permettre aux zones hors réseau d'accéder à l'électricité et ainsi de contribuer au développement économique et social des territoires*».

Il faut savoir que ces neuf initiatives font partie des 17 projets mis en œuvre en Indianocéanie à travers ce programme COI-Energie. Les dix-sept projets sélectionnés sont issus de trois des pays bénéficiaires du programme, à savoir l'Union des Comores, Madagascar et Maurice. Ils seront cofinancés pour un engagement total de plus de 4,6 millions d'euros sur crédits du 10e Fonds européen de développement (Fed).

Amélioration des conditions de vie

«*L'électrification rurale de Madagascar est, en effet, un objectif absolument prioritaire. Avec elle, c'est tout un écosystème qui en sort gagnant. De la population au premier chef mais également les services de base comme les écoles, les centres de santé, les mairies et naturellement, les agriculteurs et les entreprises. L'électricité est un outil indispensable sans lequel il est totalement illusoire de vouloir parler de développement*», a déclaré le secrétaire général de la COI, Hamada Madi.

L'Union européenne, par le biais de son ambassadeur à Madagascar, Antonio Sanchez-Benedito, a salué l'engagement du gouvernement malgache. «*Madagascar a compris les enjeux des changements climatiques et l'utilisation des énergies renouvelables*», a –t-il affirmé.

Selon les explications, l'électrification des zones rurales de Madagascar est un objectif important, dans la mesure où elle améliore les conditions de vie des populations et permet le développement des infrastructures, tels que les établissements scolaires, les centres de santé. L'électrification rurale joue également un grand rôle en matière d'agriculture, notamment pour les entrepreneurs ruraux.

La mise en œuvre de ces neuf projets s'appuie sur les énergies renouvelables, comme les énergies solaire et hydraulique, la biomasse à travers l'utilisation d'une ressource locale comme le jatropha, ou encore le biogaz en alternative au bois.

Nadia

COI et ses Projets

Energies Renouvelables

le mauricien
QUOTIDIEN INDEPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION
version internet

24 août 2017

http://www.lemauricien.com/article/indiaoceanie-efficacite-energetique-programme-regional-lance-madagascar

INDIAOCÉANIE | Efficacité énergétique

Le programme régional lancé à Madagascar

Dans le cadre du programme ENERGIES, mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien (COI) et financé par l'Union européenne, le Programme régional d'efficacité énergétique (PREE) a été lancé hier à Antananarivo, Madagascar. Ce dernier se base sur l'exemple du Programme national d'efficacité énergétique mauricien (PNEE), qui consiste en la réalisation d'audits énergétiques dans les entreprises du secteur privé local. Le PNEE, cogéré par Business Mauritius et le ministère de l'Énergie et des Services publics, et financé par l'Agence française de développement, prévoit de réaliser 100 audits dans trois grands secteurs d'activité (textile, hôtellerie et grande distribution) mais aussi dans les industries utilisant la vapeur, le froid, l'air comprimé, les moteurs, les pompes et ventilateurs, ou encore l'eau chaude solaire.

La cérémonie de lancement a été l'occasion pour Hamada Madi, secrétaire général de la COI, et Raj Makoond, CEO de Business Mauritius, de signer un accord de partenariat visant à la construction du PREE. Ce dernier pointe le même objectif que celui du PNEE auprès des opérateurs économiques de la région. Cette démarche s'intègre dans les activités du programme COI-ENERGIES pour la mobilisation du secteur privé dans la promotion des énergies renouvelables.

En partant de l'expérience mauricienne, la COI proposera aux industriels et aux opérateurs du secteur tertiaire de ses autres pays membres de mener une démarche concertée visant d'abord à réaliser une cartographie des potentiels d'efficacité énergétique. « *Ce Programme régional d'efficacité énergétique est un exemple concret de l'utilité de notre coopération régionale (...) et un authentique levier de croissance durable pour nos entreprises et pour nos pays* », a déclaré Hamada Madi, secrétaire général de la COI, lors de la cérémonie de lancement. « *Il s'agit de soutenir les opérateurs économiques dans leur démarche de consommation responsable, judicieuse, en un mot efficace, de l'énergie utilisée* », a-t-il poursuivi. Ces opérateurs économiques pourront ainsi diminuer leurs coûts d'opération et renforcer leur démarche durable, en accord avec les contraintes du secteur énergétique des îles de l'Indianocéanie.

L'Eco austral
LES IDÉES ET LES HOMMES DE L'OCÉAN INDIEN

http://ecoaustral.com/la-commission-de-locean-indien-lance-le-programme-regional-defficacite-energetique

Comores-infos
Toute l'actualité comorienne

http://www.comores-infos.net/la-commission-de-locean-indien-lance-le-programme-regional-defficacite-energetique/

Mémento
pour une actualité claire et pertinente

http://www.memento.fr/article_23-08-2017-la-commission-de-l-ocean-indien-lance-le-programme-regional-d-efficacite-energetique

Témoignages

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/la-commission-de-l-ocean-indien-lance-le-programme-regional-d-efficacite-energetique,90455

clicanoo.re

https://www.clicanoo.re/Economie/Article/2017/08/23/La-Commission-de-locean-Indien-lance-le-Programme-regional-defficacite

24 août 2017

http://fr.africatime.com/madagascar/articles/rajaonarimampianina-hamada-les-elections-etaient-au-menu

Rajaonarimampianina – Hamada : Les élections étaient au menu (Madagascar TV 24/08/17)

Madagascar veut renforcer les liens de coopération avec les organismes internationaux. L'entretien du Chef de l'Etat Hery Rajaonarimampianina avec Hamada Madi Bolero, SG de la COI au palais d'Etat d'Iavoloha va dans ce sens. L'entretien du Président Hery Rajaonarimampianina avec Hamada Madi Bolero, Secrétaire Général de la Commission de l'Océan Indien (COI) avait abordé la politique. En effet, la question d'organisation des élections a été évoquée par les deux personnalités, au palais d'Etat d'Iavoloha lorsque ce patron de la COI a été reçu par le Numéro Un malgache, hier après-midi. «Les deux personnalités ont discuté des prochaines élections présidentielles à Madagascar, de manière à ce que celles-ci soient libres et démocratiques, avec la participation de tous les citoyens», précise le communiqué de la Présidence de la République relatif à cette rencontre. La COI a d'ailleurs été l'un des acteurs clés du processus de résolution de la crise de 2009 à 2013, aux côtés des instances internationales, telles que la SADC, l'Union Africaine, l'OIF et les Nations Unies.

Un partenaire du développement de l'énergie à Madagascar «Une rencontre habituelle».

Telles ont été les propos de Hamada Madi Boléro à sa sortie du Palais. Il a beaucoup mis l'accent sur les projets régionaux dont Madagascar bénéficie, à l'instar des 7 projets de production d'énergie renouvelable à Madagascar. «Nos discussions ont porté sur l'Energie, dont plusieurs points concernent l'assistance de Madagascar en termes d'électrification du pays. Sept (07) des 17 projets de production d'énergie à partir de sources renouvelables sont retenus pour Madagascar. Ces projets bénéficient d'une subvention de la COI à travers son programme ENERGIES, financé par l'Union européenne», a-t-il témoigné. L'énergie solaire et hydraulique, la biomasse à travers l'utilisation d'une ressource locale, le jatropha, ou encore le biogaz en alternative au bois sont, entre autres, les projets qui seront réalisés. Plusieurs Régions de Madagascar bénéficieront de ces projets, à savoir Alaotra-Mangoro, Analamanga, Bongolava, Menabe, Melaky, DIANA, Itasy et Vakinankaratra.

http://matv.mg/rajaonarimampianina-hamada-les-elections-etaient-au-menu/

La Gazette des Comores

24 août 2017

http://www.lagazettedescomores.com/index.php?id=1721

Programme régional d'efficacité énergétique / La COI s'inspire du modèle mauricien

24/08/2017 admin



Le Programme régional d'efficacité énergétique (PREE) a été lancé mardi à Antananarivo, Madagascar. Les autres membres de la région vont s'inspirer du Programme national d'efficacité énergétique mauricien (PNEE).

Dans le cadre du programme ENERGIES, mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien (COI) et financé par l'Union européenne, le programme régional d'efficacité énergétique a été lancé mardi dernier à Madagascar. Le PREE se base sur l'exemple du modèle mauricien et un accord de partenariat visant à la construction du programme régional d'efficacité énergétique a été signé entre le secrétaire général de la COI et Raj Makoond, CEO de Business Mauritius.

Le PREE vise le même objectif que celui du PNEE, auprès des opérateurs économiques de la région. Cette démarche s'intègre dans les activités du programme COI-ENERGIES pour la mobilisation du secteur privé dans la promotion des énergies renouvelables. Le patron de la COI a montré que ce programme régional d'efficacité énergétique est un exemple concret de l'utilité de notre coopération régionale et un authentique levier de croissance durable pour nos entreprises et pour nos pays. « Il s'agit de soutenir les opérateurs économiques dans leur démarche de consommation responsable, judicieuse, en un mot efficace, de l'énergie utilisée », a déclaré Hamada Madi, Secrétaire général de la COI lors de la cérémonie de lancement.

En partant de l'expérience mauricienne, la COI proposera aux industriels et aux opérateurs du secteur tertiaire de ses autres pays membres de mener une démarche concertée visant d'abord à réaliser une cartographie des potentiels d'efficacité énergétique. « Ces opérateurs économiques pourront ainsi diminuer leurs coûts d'opération et renforcer leur démarche durable, en accord avec les contraintes du secteur énergétique des îles de l'Indianocéanie », poursuit-il.

Pour rappel, Le PNEE, cogéré par Business Mauritius et le ministère de l'Energie et des Services publics et financé par l'Agence française de développement, prévoit de réaliser 100 audits dans trois grands secteurs d'activité – le textile, l'hôtellerie et la grande distribution – mais aussi dans les industries utilisant la vapeur, le froid, l'air comprimé, les moteurs, les pompes et ventilateurs, ou encore l'eau chaude solaire.

Mohamed Youssouf

DESTINATION SURPRISE – Aire protégée de Loky Manambato : Un taux d'endémicité de la biodiversité à 84%

Redaction Midi Madagasikara 23 août 2017 0 Comment



Cette espèce de lémurien à couronne dorée constitue un produit phare de l'aire protégée.

Parmi ses espèces faunistiques phares, on peut citer entre autres, le lémurien à couronne dorée connu sous le nom scientifique « propithecus stattersalli ».

Le complexe de « Loky Manambato » étalé sur une superficie de plus de 70 000 ha constitue une nouvelle aire protégée créée dans la partie nord-est de Madagascar, soit dans la région de SAVA. Cette aire protégée recèle une biodiversité exceptionnelle avec un taux d'endémicité atteignant les 84%. Elle est délimitée par les fleuves de Loky et de Manambato. Parmi ses espèces faunistiques phares, on peut citer entre autres, le lémurien à couronne dorée connu sous le nom scientifique « propithecus stattersalli ». Mais en tout, ces sites dispos de dix espèces de lémuriens diurnes et nocturnes dont trois espèces sont endémiques. On y trouve également le plus grand scorpion à Madagascar ainsi que 127 espèces d'oiseaux, dont 44 espèces issues du lac Sahaka, 75 espèces de reptiles et 36 espèces d'amphibiens dont deux espèces de tortues marines. Il y aussi le fosa ou « Cryptoproctaferox », le plus grand carnivore de la Grande Ile.

En danger critique. Parlant des espèces floristiques, l'aire protégée est spécifique par la présence de différents types de formations végétales allant d'humides à sèches dans une superficie réduite. On y recense 1.773 espèces de plantes dont une cinquantaine d'espèces ont été découvertes récemment. Il s'agit entre autres, du baobab de Perrier endémique appelé « Adansoniaperrieri ». Par contre, on a détecté trois espèces végétales endémiques classées en danger critique selon la catégorie de la liste rouge de l'IUCN, à savoir « l'Aspidostemontrichandra » ou l'arbre de 8,5m de hauteur du massif de Binara, le « Dalbergia gautieri » ou une liane arbustif du massif de Bonbakora et d'Antsahabe et le « Combretumnusbaumei » ou une liane connue uniquement d'Antsaharengy.

Centre de formation. Notons que cette aire protégée de « Loky Manambato » est accessible depuis Daraina, à 53km de Vohémar. L'ensemble de la zone est gérée par l'association Fanamby. Celle-ci propose ainsi des guides pour accompagner les touristes aussi bien nationaux qu'étrangers à visiter le parc. Cinq tentes aménagées avec des sanitaires privées y ont été mises en place afin de les héberger dans la nuit. Les touristes auront également l'occasion de côtoyer la population locale située dans cette zone un peu reculée. Il faut savoir également que l'association Fanamby a pour principale mission de préserver les ressources naturelles en impliquant les communautés de base, dans tout processus de gestion durable. En juillet 2017, elle a inauguré un centre de formation et d'information sur la pêche pour le village d'Ambavarano dans la Nouvelle Aire Protégée de « Loky Manambato ». Ce qui a permis aux pêcheurs locaux de vendre à un meilleur prix leurs produits sur le marché de Diégo. Cela les incitera en même temps à mieux respecter l'environnement.

Sites éco touristiques. Par ailleurs, l'une des premières attractions de la commune de Daraina est le massif forestier de Binara étant donné la richesse de sa biodiversité. Les potentialités éco touristiques du massif sont diversifiées. À titre d'illustration, on peut découvrir le paysage, la faune comme les lémuriens, les oiseaux, les reptiles et les mammifères ainsi que la cascade sacrée d'Antsahabe Est. Le trekking y est également recommandé. La visite du site éco touristique de Binara peut être également associée avec celle de la chute d'eau de Manambato dénommée Ambalamarenina. La rivière est idéale pour des descentes en canoë, et la vision des rochers combinée avec le bruit des chutes est spectaculaire. Le troisième site éco touristique est la forêt sèche de Bekaraoka. Le potentiel touristique de la zone est énorme. Cependant, son développement rencontre un problème d'accès au niveau de la zone, du fait du mauvais état de la piste.

Navalona R.

La Gazette des Comores

19 août 2017

http://www.lagazettedescomores.com/index.php?id=1703

Coopération multilatérale / Le Pnud appuie la planification et la coordination de l'action gouvernementale

19/08/2017 admin

Les Comores à travers le ministère des affaires étrangères et le Pnud ont signé le projet d'appui à la planification et à la coordination de l'action gouvernementale. La cérémonie s'est déroulée hier jeudi au ministère des relations extérieures et de la coopération.

« Dans le contexte actuel de la vision, Comores émergents, et de la mise en œuvre, objectifs de développement durable, la nécessité de disposer d'un système performant de planification, programmation, budgétisation et suivi-évaluation s'impose avec acuité », a d'emblée déclaré Mathias Naab présentant résident du Pnud aux Comores.

M. Naab qui a rappelé l'aide apportée par le Pnud pour l'élaboration de la SCA2D. « Dans cette optique, ce projet ambitionne d'apporter un appui aux capacités nationales de planification stratégique et d'accompagner le gouvernement dans ses efforts de coordination de l'action gouvernementale aussi bien pour la mise en œuvre de la SCA2D que l'atteinte des ODD », a-t-il fait savoir.

D'après-lui ce projet couvre cinq volets essentiels – le renforcement des capacités de coordination de l'action gouvernementale – la planification – la budgétisation axée sur les résultats – le suivi-évaluation – la coordination de l'aide. Et de rappeler que le projet en question « s'inscrit dans une dynamique globale » qu'il vient d' « impulser et qui vise à renforcer les interventions du système des Nations-Unies dans le domaine de la bonne gouvernance ».

« Le gouvernement comorien est très sensible à cette initiative, qui vient au service de l'émergence », dira Soeuf Mohamed El-Amine ministre des affaires étrangères, ajoutant que la pertinence du projet n'est plus à démontrer dès lors que les résultats visés permettront de lever les obstacles qui entravent à la fois le bon fonctionnement de l'administration et la gestion efficace des ressources disponibles et à venir.

A noter que le secrétaire général du gouvernement jouera le rôle d'animateur central, quant au commissariat général au plan, il aura le rôle d'agence nationale de mise en œuvre du projet. « L'un des principes des ODD est de ne laisser personne pour compte. Ensemble, nous devons attacher la plus grande importance à continuer à répondre aux besoins des plus vulnérables et à poursuivre notre mission universelle au service des peuples et des nations, pour la promotion de la paix, de la démocratie, des droits de l'homme et du développement durable », assure Mathias Naab.

Maoulida Mbaé

Environnement – De belles forêts de mangrove menacées



Madagascar conserve de belles forêts de mangrove, selon le rapport des recherches effectuées par trois chercheurs japonais. Madagascar devrait préserver cette authenticité.

Un bon point pour Mada-gascar. Trois chercheurs japonais ont été stupéfiés par les forêts de mangrove de la Grande Ile, après avoir effectué des recherches sur les côtes Ouest et Nord. «Vos forêts de mangrove sont de bonnes qualités par rapport à ce que nous avons vu dans d'autres pays», a souligné Atsushi Nakashima, professeur à l'université de Wakayama au Japon. C'était à l'ambassade du Japon à Ivandry, hier, lors de la présentation du fruit des recherches de cette délégation japonaise à Morondava, à Nosy Be et à Antsiranana, depuis le 14 août.

En dix ans d'études sur les forêts de mangrove, à l'échelle mondiale, ils avouent n'avoir jamais vu d'aussi grands et larges palétuviers. «À Morondava, leurs hauteurs atteignent les 9 mètres. C'est unique au monde. Par ailleurs, vos forêts de mangrove sont encore vierges et bien protégées », enchaîne le professeur.

D'autres recherches ont, toutefois, mis en exergue les menaces qui planent sur cette niche écologique, particulièrement, sur les côtes Ouest. Les bois de mangroves près des grandes villes de Mahajanga, Morondava et Toliara seraient sous la pression de forte exploitation, vu les besoins grandissants en bois dans ces villes. Les surfaces des mangroves auraient, également, baissé de 10% en 40 ans.

Menaces

Ces chercheurs sont conscients de ces menaces. «Certaines personnes coupent les arbres pour en faire du charbon. D'autres sont persuadées de l'importance de leur protection, suite à la dégradation de l'écologie marine. Si toute la population opte pour cette résolution, Madagascar aura la plus belle forêt de mangrove, au niveau mondial », indique Ken Yoshikawa, professeur à l'université d'Okayama.

Ces chercheurs de souligner que les forêts de mangrove préservent l'écologie marine, en étant un lieu de reproduction, de croissance ou encore d'habitation pour certains animaux aquatiques. Elles protègent aussi la côte de l'agression due aux catastrophes naturelles, le cyclone, les fortes houles.

« La population devrait être sensibilisée sur l'importance des mangroves. Cela devrait être appris à l'école », recommande Ryuichi Tachibana, professeur adjoint à l'université agricole de Tokyo.

Les résultats de ces recherches seront bénéfiques pour le long terme, en termes d'identification de résolution, a souligné Ichiro Ogasawara, ambassadeur du Japon à Madagascar. Il a rappelé la disparition des mangroves à Mahajanga, il y a une vingtaine d'années et dont les conséquences ont été tangibles pour la pêche dans cette Ville des fleurs.

Miangaly Ralitera

Environnement : seulement 4 % du territoire est protégé

PAR RONNIE ANTOINE 0 COMMENTAIRE



Alors que l'objectif est de 17 % et que nos voisins réunionnais affichent plus de 75 %, seulement 4 % de la superficie du territoire mauricien est classé zone protégée. Un plan a été dressé par le ministère de l'Agro-industrie pour atteindre les 25 % d'ici 2026. Selon la Convention sur la diversité biologique (CDB) adoptée en 1992, 17 % de la superficie du pays doit être une zone protégée en 2020. Or, actuellement, la totalité des zones protégées du territoire mauricien représente à peine les 4 %. Ce qui est loin de suffire, surtout quand on considère que pour une île, les 17 % recommandés sont amplement insuffisants. Nos voisins de La Réunion comptent plus de 75 % de leur territoire. C'est ce qu'indique un document définissant la stratégie d'expansion des zones protégées à Maurice jusqu'en 2026.

Le document réalisé par le ministère de l'Agro-industrie dresse une comparaison peu flatteuse avec les autres pays comparables de la région : 76,3 % de la superficie de l'île de La Réunion sont protégées, les Seychelles affichent 42,1 %, les Comores 10,2 % et Madagascar 4,9 %. La stratégie d'expansion des zones protégées vise à réduire ce déficit.

Les 4 % de zones protégées actuelles, assure le rapport de l'Agro-industrie «falls far short of protecting key ecological assets». Ces zones incluent les parcs nationaux (gorges de Rivière-Noire, celui de Bras-d'Eau) ou les îles éparses comme l'île d'Ambre, les réserves naturelles autour du Corps-de-Garde et du Pouce, ou les îlots tels que l'île Plate, Ilot Gabriel, le Coin de Mire, etc. Il faut y ajouter également les sites Ramsar comme le Bird Estuary de Terre Rouge et le parc marin de Blue Bay. Au total, cela représente 8 325 hectares.

Le plan de l'Agro-industrie consiste à consolider la conservation de ces 4 % avant de les étendre à d'autres qui ont déjà un statut de zone plus ou moins protégé. Si le site du Morne, classé patrimoine mondial, était inclus, les réserves autour des montagnes, celles autour des rivières, des forêts sur les terres de l'État et les pas géométriques qui n'ont pas été développés dans la liste des zones protégées, les 4 % se transformeraient en 16 %, un chiffre très proche des 17 % visés par le CDB.

Toutefois, l’idée est d’aller au-delà de ce minimum à cause de la fragilité de notre écosystème. L’expansion de la région autour des zones déjà protégées y ajouterait 4 529 hectares, ce qui représenterait une hausse de 2,4 % et ferait passer le total à 18 %. Une expansion additionnelle de 17 231 hectares y ajouterait 9,2 % pour porter ce total à 25,2 %.

Selon ce document, il est impératif d’atteindre ces objectifs, car déjà, « there are clear indications that development is starting to occur in the areas previously regarded as environmentally sensitive ».

22 août 2017

http://defimedia.info/donnees-semestrielles-les-recettes-touristiques-en-hausse-de-78

Données semestrielles : les recettes touristiques en hausse de 7,8 %

PAR KAMLESH BHUCKORY 0 COMMENTAIRE



Les revenus pour l'industrie du tourisme pour les six premiers mois de l'année ont enregistré une croissance de 7,8 % comparé à la première moitié de 2016. Ces recettes ont atteint Rs 29,32 milliards, selon la Banque de Maurice dans son bulletin pour le mois de juillet. Pour cette même période, 625 859 visiteurs ont foulé le sol mauricien (+6,7 %).

En se basant sur ces chiffres, on arrive à des dépenses de Rs 46 847 par touriste. La somme est en hausse de quelque Rs 490 par rapport à celle obtenue durant les six premiers mois de l'année précédente. Rappelons que ces recettes ont été générées dans un environnement volatile au niveau des devises, notamment dans le cas de la livre sterling. Ces revenus bruts compilés par la banque centrale tiennent compte des relevés des banques commerciales de même que ceux des bureaux de change.

Pour 2017, les arrivées touristiques sont estimées à 1,35 million alors que les recettes devraient atteindre Rs 58 milliards. On aura un meilleur aperçu ce jeudi 24 août, avec la publication des données officielles semestrielles par Statistics Mauritius.

Tableau des revenus mensuels

Mois	Arrivées	Revenus
Janvier	124 362	Rs 6,12 milliards
Février	105 049	Rs 4,71 milliards
Mars	110 271	Rs 5,25 milliards
Avril	111 432	Rs 4,83 milliards
Mai	96 557	Rs 4,59 milliards
Juin	78 188	Rs 3,81 milliards
Total	625 859	Rs 29,32 milliards
(Source: Banque de Maurice)		